



L'Afrique peut nourrir l'Afrique dès à présent
mettons nos connaissances sur le climat au service de l'act

CCDA en direct

Mercredi 8 octobre 2014

Actualités quotidiennes de la 4ème Conférence sur le changement climatique et le développement en Afrique, 8-10 octobre 2014

Une agriculture intelligente pour atténuer le changement climatique est-elle la solution pour que l'Afrique éradique la faim d'ici à 2025?

Par Fatima Denton

Imaginez une Afrique où la faim n'existe plus. Imaginez que la faim ne soit qu'une histoire ancienne dans une décennie. Telle est la vision qui a conduit nos dirigeants à s'engager à éradiquer la faim d'ici à 2025, et de déclarer 2014, l'année de l'agriculture et de la sécurité alimentaire.

Maintenant, imaginez que l'Afrique puisse arriver à l'autosuffisance alimentaire en raison du changement climatique. Aussi peu familier que ce contre-récit puisse paraître, le changement climatique représente une opportunité pour l'Afrique de penser et agir différemment, de changer la façon dont elle considère la croissance et interagit avec l'environnement, de choisir une autre voie vers un développement durable.

Au vu de la dure réalité de l'agriculture africaine, l'objectif de la «Faim zéro» peut paraître ambitieux.

L'Afrique abrite près de 30% des terres arables du monde et reste le secteur dominant dans de nombreux pays africains, employant 70% de la population active, ce qui représente 30% du PIB et générant 50% des exportations du continent. Pourtant, ce secteur demeure le moins productif et le moins investi. En conséquence, un tiers des Africains souffrent de faim chronique et de malnutrition.

Des pratiques telles que la déforestation et la surexploitation ont contribué à dégrader 65% des terres arables de l'Afrique. Le changement climatique met un accent de plus sur un système agricole déjà fragile. Les experts préviennent qu'une hausse de 2°C de la température mondiale pourrait réduire les rendements des cultures africaines de 10% d'ici à 2050.

Ajouter à cela le fait que plus de 90% de l'agriculture en Afrique est pluviale, avec seulement 4% des terres irriguées, contre 39% en Asie du Sud. L'eau est le principal défi à relever pour l'agriculture du continent. Avec la fréquence des conditions météorologiques imprévisibles, le secteur sera plus exposé aux pénuries d'eau, aggravant encore l'insécurité alimentaire du continent.

Ajoutez à cela le fait que d'ici à 2050, 60% des

Africains vivront dans les villes. Dans un climat en évolution, comment l'agriculture africaine peut-elle atteindre les deux objectifs, à savoir nourrir sa population croissante et de plus en plus urbaine, tout en réduisant la faim et atteignant l'autosuffisance alimentaire?

Compte tenu de cette image, les sceptiques peuvent être pardonnés de demander comment il est réaliste de parler des changements climatiques comme une opportunité pour l'Afrique, et non une menace existentielle. Dans le même temps, l'Afrique continue d'enregistrer quelques-uns des taux de croissance économique les plus forts du monde - soutenue en grande partie par la productivité agricole. Bien sûr, nous savons que ces chiffres n'ont aucune signification si la croissance n'est pas centrée sur les personnes, si les dividendes de la croissance ne sont pas équitablement distribués à la majorité de la population.

Nous croyons fermement que la cible «Faim zéro» est réalisable. Une partie de la solution ne dépend que des pays africains, si ils investissent 10% de leur PIB dans l'agriculture tel que proposé par le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique de l'UA (PDDAA) en 2003. L'idée est que grâce à cet investissement, les pays africains devraient atteindre un objectif de croissance du PIB de 6% pour le secteur agricole.

Alors, comment y parvenir? En faisant des investissements substantiels dans un modèle d'agriculture intelligente résilient et pour atténuer le changement climatique qui puisse ouvrir la voie à une nouvelle ère de croissance propre et durable pour l'Afrique. Pour que l'Afrique se nourrisse et maintienne sa dynamique de croissance, il faut rompre le lien entre la faim et les modèles agricoles défectueux. Le continent a besoin d'investir davantage dans la science et les innovations, qui sont au cœur pour améliorer le rendement agricole dans un climat changeant.

Le manque de données et d'informations sur le climat est au cœur de la différence existant entre la science, les stratégies et le manque de planification appropriée de l'adaptation au climat dans l'agriculture. Les approches novatrices telles que l'initiative

d'informations sur le climat connue sous le nom «Source d'information pratique» - dévoilée lors du sommet des Nations Unies sur le climat, le mois dernier - est d'une importance particulière pour l'Afrique.

Plus important encore, l'Afrique a besoin de forger des partenariats pour sa propre capacité d'adaptation et de résilience au climat. Dans ce contexte, ClimDev-Afrique, le Partenariat pour le climat et le développement en Afrique établi par l'UA, la BAD et la CEA, a pour mandat et expérience de bridge les connaissances et les lacunes des capacités auxquels font face les pays africains.

Cette semaine, à Marrakech, au Maroc, les décideurs africains, les scientifiques et autres parties prenantes se rencontrent avec la tâche d'établir un centre régional pour la recherche scientifique sur le climat en Afrique; ce qui est primordial si la science sur le climat doit informer et influencer les politiques.

Comme nous le savons, le cheminement des preuves aux stratégies est tout sauf linéaire. Il y a beaucoup de points de vue divergents sur la science et sa capacité à stimuler la productivité agricole. Pour l'entrepreneur dans les télécommunications et champion en matière d'agriculture, Strive Masiyiwa, la Révolution verte a déjà commencé en Afrique, avec de nouvelles techniques et pratiques alimentaires indiquant le chemin à suivre pour améliorer la productivité agricole.

Calestous Juma, un scientifique kenyan de rang mondial, fait valoir que l'innovation comme moteur de croissance agricole, y compris l'utilisation sélective d'organismes génétiquement modifiés (OGM), a le potentiel de transformer radicalement les économies et les sociétés africaines. Le défunt Président du Malawi, Bingu Wa Mutharika a augmenté l'investissement agricole à 16% et amélioré l'approvisionnement en intrants, y compris les OGM et les semences. En conséquence, les rendements substantiels ont permis au Malawi de parvenir à l'autosuffisance alimentaire et exporté le surplus de maïs vers les pays voisins.

D'autres pays tels que le Nigéria suivent le même chemin, en introduisant l'agriculture en saison sèche et les semences résistant à la sécheresse, mettant en



Mme Fatima Denton, Directrice, Division des initiatives spéciales à la CEA

place des stations agro-météorologiques, en promouvant l'assurance-récolte et autres approches intelligentes sur le climat. L'Ouganda a choisi de se lancer dans l'agriculture biologique pour permettre de bénéficier d'un marché alimentaire biologique mondial très lucratif, qui est estimé croître de 57,5 milliards de dollars en 2010 à près de 105 milliards de dollars en 2015.

Les Révolutions vertes ont été une partie intégrante de l'histoire du développement des pays comme le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud. La modernisation de l'agriculture et la transformation de l'économie rurale ont été la clé de la réussite en Chine. La Chine et l'Inde ont également montré comment les excédents de la productivité agricole peuvent stimuler la croissance industrielle. En outre, le développement de la chaîne de valeur agricole est essentiel - comme en témoigne l'agroalimentaire et l'agro-industrie, en plein essor au Brésil et en Chine. Si les pays mentionnés plus haut, peuvent éradiquer la faim, pourquoi pas l'Afrique?

ClimDev-Afrique et PAMACC face aux enjeux majeurs de Changement Climatique



Par Elias Ntungwe Ngaleme

Aujourd'hui la compréhension du public concernant la réalité du changement climatique est essentiel afin de réduire ses impacts négatifs et d'éviter des souffrances humaines.

Il est clair également que l'accès à l'information pertinente sur le changement climatique est vital pour la survie de l'homme, et qu'il existe d'importants avantages sociaux, économiques et environnementaux à prendre des mesures pour lutter contre les ef-

fets du changement climatique. C'est ainsi que, ClimDev Africa s'implique dans un partenariat stratégique avec l'Alliance panafricaine pour le changement climatique, plus connu sous l'acronyme anglais PAMACC, un réseau des médias à un niveau continental. Un échange sur le changement climatique en prélude de 4ème conférence CCDA-IV a eu lieu de 7-10 à Marrakech.

Selon Fatima Denton, coordinatrice du Centre africain des politiques en matière de climat (PAMACC) est appelé à jouer un rôle crucial dans le monde de l'environnement, changement climatique et du Développement durable et surtout en Afrique.

« Nous devons travailler ensemble pour mieux informer, travailler avec scientifiques qui font aussi d'excellentes sources - ils sont généralement comme vous à la recherche de la vérité. Mais veiller à traduire

leur propos en des termes simples et accessibles à un public pas suffisamment averti, » dit Fatima Denton.

Cette rencontre avait pour objectif de sensibiliser les journalistes sur les questions environnementales et changement climatique de l'heure et de les outiller dans le but d'en faire des leaders d'opinion et des acteurs dans le plaidoyer pour une plus grande prise en compte de ces questions par les politiques. Renforcer les capacités des journalistes africains en matière d'environnement pour une meilleure diffusion de l'information environnementale, suivi de la stratégie de communication environnementale du en Afrique.

Le coordinateur de PAMACC, Isaiah Espipisu, a pour sa part entretenu les participants sur certaines préoccupations en rapport essentiellement avec la nécessité de travailler en synergie. Les participants se sont généralement montrés réceptifs à ses propositions qui gagneraient à être approfondies par d'autres contacts. Y ont pris part à cette rencontre, une trentaine de journalistes africains et des experts du domaine de l'environnement, changement climatique et de la communication.

Le saviez-vous?...

Les accords du Marrakech sont une série d'accords convenus en 2001 durant la Septième conférence des Parties (COP7) à la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique. Les accords donnent un aperçu sur les règles à suivre pour atteindre les objectifs du Protocol de Kyoto.



« ClimDev-Afrique » pour plus d'investissement sur la recherche en changement climatique

Par Thérèse Isséki

Le programme « ClimDev-Afrique » invite l'Afrique à investir davantage sur la recherche en changement climatique pour une autosuffisance alimentaire, dans le cadre des débats inscrits à la quatrième édition de la conférence sur les changements climatiques et le développement de l'Afrique (CCDA-VI), prévue du 8 au 10 octobre à Marrakech au Maroc.

« Pour que l'Afrique soit capable de se nourrir elle-même maintenant et dans le futur, il faudra investir davantage sur la recherche en changement climatique, en biotechnologie et développement et en innovation », souligne (ClimDev-Afrique)”, un consortium regroupant trois grandes institutions panafricaines, notamment la Commission de l'Union africaine (CUA), la Commission Economique pour l'Afrique (CEA) et la Banque Africaine de Développement (BAD).

Pour ce programme qui prône « une réponse africaine aux changements climatiques », « il faudra rendre la technologie accessible et abordable pour les paysans, multiplier les opportunités d'accès facile au financement et à l'assurance agricoles, faciliter les marchés et le commerce à tous

les niveaux et créer les conditions propices aux investissements du secteur privé dans la chaîne de valeur agricole ».

Toutefois, reconnaît le programme, la performance agricole ne saurait s'améliorer sans investir dans l'énergie propre et efficace, moteur de toute transformation de la chaîne de valeur de l'agriculture et des produits alimentaires sans augmentation des niveaux d'émission de gaz à effet de serre.

Pour ce programme logé au Centre africain des politiques en matière de climat (CAPC, un centre de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), « il est également important de mieux comprendre le lien entre agriculture, énergie et eau et savoir comment l'Afrique peut tirer parti des écosystèmes et du capital naturel pour réaliser son autosuffisance alimentaire ».

Plusieurs experts, universitaires, leaders politiques, représentants de la société civile et d'institutions engagées dans les questions relatives au climat et au développement sont conviés à trouver les voies et moyens de mettre en application cette équation afin de permettre à l'Afrique de jouir des opportunités des changements climatiques.

La quatrième conférence sur les changements climatiques et le développement

en Afrique qui se tiendra du 8 au 10 octobre à Marrakech offre l'occasion au gratin d'intellectuels et de praticiens invités à la rencontre de doter le continent d'une boussole permettant de profiter des énormes opportunités des changements climatiques.

Outre la recherche en changement climatique, la rencontre de Marrakech sera également l'occasion de discuter de plusieurs autres sujets importants pour le développement du continent. Il s'agit entre autres du rôle des données climatiques, des informations et des connaissances pour la production agricole, la gestion des ressources en eau et la sécurité alimentaire, les possibilités offertes par l'agriculture pour le développement des énergies renouvelables en Afrique et la question de l'innovation et de la technologie pour améliorer la transformation agricole dans un environnement de changement climatique.

ClimDev-Afrique (Climat pour le développement en Afrique) est, rappelle-t-on, un consortium regroupant trois grandes institutions panafricaines, notamment la Commission de l'Union africaine (CUA), la Commission Economique pour l'Afrique (CEA) et la Banque Africaine de Développement (BAD).



Au chevet de l'agriculture africaine

Par Thérèse Isséki

Environ 500 décideurs politiques, universitaires, chercheurs, praticiens et autres parties prenantes du domaine de l'agriculture et du changement climatique se réuniront dès le 8 octobre à Marrakech au Maroc, au chevet de l'agriculture africaine, qui devra cesser de subir les affres du changement climatique, mais profiter de ses opportunités pour un développement plus harmonieux du continent.

A l'invitation du programme « Clim Dev Afrique », les participants à la quatrième Conférence sur le changement climatique et le développement de l'Afrique (CCDA-IV) dont le thème cette année porte sur: « L'Afrique peut désormais nourrir l'Afrique : traduire les connaissances sur le climat en actions » se pencheront en priorité sur l'agriculture, que toutes les recherches s'accordent à identifier comme le principal moteur de croissance économique en Afrique.

Bien que contribuant pour près de 30% du PIB, 50% du total des exportations, et emploie plus de 70% de la population dans la plupart des pays africains non-exportateurs de pétrole, l'Agriculture, l'un des secteurs les plus importants en Afrique, continue de dépendre essentiellement des pluies et reste donc vulnérable au changement climatique.

Selon plusieurs études, les effets du changement climatique sont plus sévères en Afrique, dans la mesure où le continent a une capacité d'adaptation plus faible résultant d'une capacité institutionnelle, économique et financière tout aussi faible. Il est crucial de comprendre les effets potentiels du changement climatique actuel et prévisible sur l'agriculture africaine et d'identifier les voies et moyens d'adaptation et de mitigation de ses effets nuisibles, afin d'améliorer la performance et la durabilité de l'agriculture.

A Marrakech, les participants ne s'attarderont pas à l'état des lieux et aux effets néfastes du changement climatique sur l'agriculture africaine, ces données ont été assez ressassées pour continuer de l'être. Ils devront passer à l'action et fournir au continent une feuille de route claire sur les moyens à mettre en œuvre pour que l'agriculture africaine jouisse enfin des opportunités du changement climatique.

A cet effet, la coordonnatrice de Clim-Dev Af-

rique, Dr Fatima Denton a annoncé les couleurs en martelant:

“L'Afrique doit voir dans quelle mesure utiliser le changement climatique non comme un problème, mais comme une ressource pour transformer certains secteurs sensibles dont ceux de l'agriculture, de l'énergie et de l'eau”.

“Nous avons beaucoup d'acquis et il nous faut voir comment tourner le changement climatique en notre faveur. Le résultat, c'est de voir les opportunités qui existent dans ces différents secteurs », a-t-elle souligné.

Pour le programme « Clim-Dev Afrique », initiatrice de la rencontre, il est important de comprendre le rôle des écosystèmes, du capital naturel et la gestion efficace des ressources en eau agricoles en vue d'améliorer la productivité agricole.

Pour ce faire, les pays africains doivent adopter et développer des politiques agricoles tendant à renforcer la gestion des ressources hydriques agricoles tout en tenant compte des besoins des écosystèmes, afin de rendre l'agriculture inclusive et capable d'absorber les prévisions d'impacts du changement climatique.

Ces dernières années, rappelle-t-on, l'accent a été mis à juste titre sur l'amélioration des données et informations climatologiques en Afrique par la mise à niveau des réseaux d'observations, le sauvetage des anciennes archives et par le rapprochement des rares observations aux produits télédétections et à ré-analyser.

Ces données et informations climatologiques plus affinées pourraient être à nouveau analysées et conditionnées selon les normes de référence de la climatologie, des bases de connaissance et des instruments d'appui à la prise de décision spécifiques aux conditions climatiques prévalant en Afrique.

Entre autres pistes, le conditionnement et la traduction des données climatologiques disponibles en informations utiles, les rendre d'accès facile aux usagers finaux et la mise à niveau des services pour contribuer de manière significative à la réduction des risques et des incertitudes inhérentes au changement climatique.

L'affinage des informations climatologiques induira une meilleure gestion des ressources hydriques de l'agriculture, la semence et la récolte au bon moment, le stockage, la transformation et le transport vers les marchés. Les bases de con-

naissance sur le climat et les instruments d'appui à la décision fournissent des preuves scientifiques sur le climat et qui contribuent à l'élaboration de politiques et à la prise de décision dans les secteurs agricoles et autres secteurs de développement ainsi que sur les options d'adaptation plausibles et les voies alternatives de développement résistantes au climat en Afrique, soulignent les documents de base de la conférence.

L'année 2014 étant dédiée à l'agriculture, ce sous thème inscrit en priorité aux débats de Marrakech contribuera à évaluer les implications des tendances récentes des effets du climat sur la production agricole de l'Afrique et à encourager l'utilisation de telles informations pour éclairer les décideurs politiques sur les priorités en matière d'investissement.

Les discussions permettront d'encourager le meilleur usage possible des opportunités induites par le changement climatique, pour adapter l'agriculture africaine à la variabilité et au changement climatique et relever la performance agricole de sorte, qu'à terme, l'Afrique puisse se nourrir elle-même.

A Marrakech, il sera analysé avec plus de doigté, les possibilités de mettre, en temps opportun, les informations climatologiques à la disposition des utilisateurs finaux notamment le paysan local, les voies et moyens de réduire le fossé actuel entre zone rurale et zone urbaine, le renforcement des liens à travers la chaîne de valeur agricole et l'impact de l'exode sur la production et la sécurité alimentaires.

La CCDA qui se tient pour la première fois hors d'Addis-Abeba (Ethiopie), est rappelle-t-on, l'espace unique où les parties prenantes se réunissent pour discuter des relations entre le changement climatique et le développement, avec l'Afrique comme objectif principal.

L'édition précédente de la conférence (CCDA-III) qui s'est tenue en octobre 2013 à Addis-Abeba, sous le thème “L'Afrique en croissance: les opportunités du changement climatique peuvent-elles conduire le continent vers un développement transformatif?” a mis en évidence l'urgence d'intégrer le changement climatique dans la planification, la programmation et la mise en œuvre des politiques.



Le paradoxe des petits États insulaires en développement d'Afrique

Par Carlos Lopes

Je suis né à Canchungo, dans le nord-ouest de la Guinée-Bissau. Les souvenirs de magnifiques paysages verts sillonnés de nombreux cours d'eau, d'épaisses forêts, de vastes étendues de mangroves, d'îles vierges et de rivages intacts grouillant d'une vie marine foisonnante restent gravés dans ma mémoire. Aujourd'hui, des phénomènes tels que l'irrégularité du climat, la baisse de la pluviométrie et la montée du niveau de la mer transforment le paysage, menaçant les moyens de subsistance des pêcheurs et agriculteurs et mettant en cause l'avenir d'une bonne partie de mon pays.

Avec près de 80 petites îles qui s'étendent le long de son littoral, la Guinée-Bissau est l'un des six petits États insulaires en développement d'Afrique – aux côtés de Cabo Verde et de Sao Tomé-et-Principe dans l'océan Atlantique, et des Comores, de Maurice et des Seychelles dans l'océan Indien. Les petits États insulaires en développement d'Afrique sont généralement négligés, et pourtant ils « subventionnent » de fait le coût de la gestion du changement climatique. Représentant moins d'1 % des émissions mondiales de dioxyde de carbone, ils supportent des coûts totalement disproportionnés.

Souvent désignés comme un groupe homogène, les petits États insulaires en développement d'Afrique sont en réalité bien différents les uns des autres. En termes économiques, Cabo Verde, Maurice et les Seychelles, rangés dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire, sortent mieux lotis que les Comores, la Guinée-Bissau, Sao Tomé-et-Principe, qui comptent parmi les pays les moins avancés. Cependant, ils ont en commun d'être vulnérables aux chocs externes en raison de leur grande dépendance envers les importations d'aliments et d'énergie, du faible degré de diversification de leur économie et de leurs importants déficits publics et extérieurs. Compte tenu de ces contraintes, comment peuvent-ils lutter efficacement contre le changement climatique et en atténuer les effets ?

La bonne nouvelle, c'est que les PEID africains sont en première ligne de l'action visant à trouver des solutions innovantes pour surmonter les difficultés engendrées par le changement climatique. Ils prennent des mesures destinées à libérer le potentiel de leurs ressources marines et côtières et à

le mettre à profit. Ils sont en train de passer à des solutions et des technologies plus propres, plus intelligentes et plus durables. En d'autres termes, ce sont des pionniers de « l'économie bleue », concept qui transforme les difficultés dues au changement climatique en chances à saisir.

Les exemples de réussites ne manquent pas :

- Le projet éolien Cabeólica à Cabo Verde a été lancé en 2009, avec pour objectif de réduire la facture d'importation d'énergie du pays. Aujourd'hui, ses quatre parcs éoliens fournissent 18 % du total de l'énergie produite, ce qui fait de Cabo Verde un leader mondial de l'énergie éolienne et un modèle à suivre concernant le partenariat public-privé.

- La centrale photovoltaïque à Bambous, à Maurice, qui est entrée en service en février 2014, a été conçue pour répondre à une demande croissante d'énergie. Elle devrait produire environ 24 GW d'énergie propre, permettant d'éviter l'émission de 15 000 tonnes de CO2 chaque année.

- Le secteur de l'aquaculture est en plein essor aux Seychelles, grâce au soutien financier apporté par le gouvernement pour intensifier la production de thon, dont 70 % sont destinés à l'exportation. Les Seychelles s'emploient également à développer l'industrie du tourisme en valorisant deux nouvelles niches touristiques respectueuses de l'environnement, à savoir le tourisme de croisière et le tourisme archéologique maritime. En juin 2013, le pays a inauguré son premier parc éolien, établi sur les îlots de Port Victoria. Ce parc approvisionne plus de 2 100 foyers en électricité et permet d'économiser 1,6 millions de litres de carburant par an. Le projet, mis en œuvre en collaboration avec les Émirats arabes unis, est un modèle de partenariat Sud-Sud.

À l'heure où nous nous réjouissons de ces succès, nous devons redoubler d'efforts pour aider l'Afrique et les 52 petits États insulaires en développement du monde à lutter contre le changement climatique, à renforcer leurs capacités d'adaptation, et à promouvoir l'utilisation des connaissances existantes et nouvelles ainsi que des innovations. Dans un monde en rapide mutation, les petits États insulaires africains doivent innover pour dynamiser leur élan vers une « économie bleue », en exploitant notamment le potentiel offert par les marchés financiers africains.

Il ne faut pas s'y méprendre. Le changement climatique est une menace bien réelle pour les

PEID. Tuvalu, un petit pays composé d'atolls de corail au cœur du Pacifique, pourrait disparaître d'ici quelques années, si rien n'est fait pour endiguer rapidement l'élévation du niveau de la mer. Un grand nombre des 115 îles composant les Seychelles pourrait connaître le même sort, tout comme d'innombrables autres petites îles au large de l'Afrique et ailleurs.

Manquer ces occasions pourrait nous faire sombrer dans une spirale de pauvreté, de maladies et de vulnérabilités multiples. Les pêcheurs, les agriculteurs et les éleveurs du continent ne peuvent se résoudre à rester les bras croisés, alors que les effets du changement climatique brisent leurs rêves et minent leur confiance, leurs valeurs et leurs moyens de subsistance. Ils attendent avec impatience de véritables solutions.

Selon une nouvelle étude de l'UNICEF, d'ici la fin du siècle, près de la moitié des enfants âgés de moins de 18 ans dans le monde seront africains. Bon nombre de ces enfants vivront dans les petits États insulaires en développement. Nous devons agir aujourd'hui pour



M. Carlos Lopes, Secrétaire exécutif de la CEA

influencer sur l'existence des générations présentes et futures.

[Une version plus longue de cet article est parue sur le blog du Secrétaire exécutif de la CEA 'L'Afrique: La course du guépard' le 4 septembre 2014]



Raconter à nouveau l'histoire du climat africain

Amevor aku Senam

La 4ème édition de la Conférence CCDA se tiens à Marrakech au Maroc du 8 au 10 octobre 2014 sous le thème : « L'Afrique peut nourrir l'Afrique dès à présent: mettons nos connaissances sur le climat au service de l'action ». A la veille de ce grand événement, un atelier a été organisé aujourd'hui à l'endroit des journalistes. « Trouver de nouveaux moyens de raconter l'histoire du climat africain » est le thème de ce rencontre avec les medias. Il s'agit de mettre à leur disposition des outils pour mieux les préparer à relayer les informations climatiques.

Pour ce faire, plusieurs papiers ont

été présentés à savoir :

L'Afrique et les négociations mondiales sur le climat par M. Tossi Mpanu Mpanu, Représentant du Groupe Africain des Négociateurs (AGN)-« The View After New York, Before Lima, Paris »;

Fonds spécial pour ClimDev-Afrique par M. Ken B. Johm, Coordinateur des initiatives spéciales, Département de l'agriculture, BAD ;

Le programme médiatique et de plaidoyer de l'Afrique ; 'Le programme africain- Une perspective de la société' civile par M. Mithika Mwenda, Secrétaire Général, PACJA ;

Les medias africains sont-ils aptes à couvrir les questions de changement climatique ? par M. Isaiah Esipisu, Ecrivain scientifique/Coordinateur PAMACC

Le débat a été suivi par une conférence de presse qui a réuni trois grandes institutions à savoir la BAD, représenté par M. M. Ken B. Johm; la Commission Economique Africaine (CEA) représenté par Mme Olushola Olayide; la Division des initiatives spéciales/Coordinatrice du CAPC représenté par Dr. Fatima Denton. Les discussions ont portées sur l'importance de l'agriculture étant le centre du développement. La compréhension des enjeux du changement climatiques et l'adaptation des populations.

Monsieur John Ken, de la Bank Africaine pour le Développement (BAD) a annoncé que la BAD vient de mettre en place un fond pour le financement qui sera signé dès le premier trimestre de 2015.



4ème édition de la Conférence CCDA en marche

Par Elias Ntungwe Ngalame

La 4ème édition de la Conférence CCDA commence demain le 8 au 10 octobre 2014 sous le thème, "L'Afrique peut nourrir l'Afrique dès à présent: mettons nos connaissances sur le climat au service de l'action".

Selon les organisateurs le choix du thème est en reconnaissance à l'année 2014 dédiée à l'agriculture. Pour cette raison, l'accent sera mis sur les opportunités qu'offre le savoir climatique pour transformer les systèmes de production agricole, pour que l'Afrique assure son autosuffisance alimentaire de manière durable.

Les conférences sur le changement climatique et le développement, qui sont organisées chaque année sous les auspices de "Climat pour le développement en Afrique (ClimDev-Afrique)", sont un espace pour influencer la politique. ClimDev-Afrique est un consortium qui regroupe trois grandes institutions panafricaines, à savoir la Commission de l'Union africaine (CUA), la Commission Economique pour l'Afrique (CEA) et la Banque Africaine de

Développement (BAD) selon Dr. Fatima Denton, coordinatrice, Centre africain des politiques en matière de climat.

L'objectif global de la conférence est de fournir une plate-forme pour débattre de la manière dont l'Afrique peut mettre à profit le savoir climatique pour transformer les systèmes de production agricole, afin d'assurer son autosuffisance alimentaire et améliorer le bien-être socio-économique de ses populations de façon durable.

« Poursuivant la tendance qui s'est dégagée lors de la 3ème édition, la 4ème Conférence CCDA mettra l'accent sur les impacts du changement climatique sur les groupes vulnérables et va intégrer également une participation forte des groupes de la société civile, en vue de percevoir les réalités, opportunités et défis à la base, sur lesquels les décideurs et chercheurs attendus à la conférence vont se baser pour élaborer les interventions pertinentes, » explique Fatima. Entre autres groupes vulnérables ciblés, il y a les paysans, les femmes et les jeunes.



Les pré-événements en images...

L'Afrique peut nourrir l'Afrique dès à présent - Rejoignez-nous au Maroc pour la conférence annuelle ClimDev-Afrique

La 4ème édition de la Conférence sur les changements climatiques et le développement de l'Afrique (CCDA-IV) se tiendra à Marrakech au Maroc du 8 au 10 octobre sous le thème : "L'Afrique peut nourrir l'Afrique dès à présent: mettons nos connaissances sur le climat au service de l'action".

L'objectif global de la conférence est de fournir une plate-forme pour débattre de la manière dont l'Afrique peut mettre à profit le savoir climatique pour transformer les systèmes de production agricole, afin d'assurer son autosuffisance alimentaire et améliorer le bien-être socio-économique de ses populations de façon durable.

Organisée chaque année sous les auspices de "Climat pour le développement en Afrique (ClimDev-Afrique)" un consortium regroupant trois grandes institutions panafricaines, notamment la Commission de l'Union africaine (CUA), la Commission Economique pour l'Afrique (CEA) et la Banque Africaine de Développement (BAD), cette conférence se veut un espace pour influencer la politique.

Elle demeure l'espace unique où les parties prenantes se réunissent pour discuter des relations entre le changement climatique et le développement, avec l'Afrique comme objectif principal.

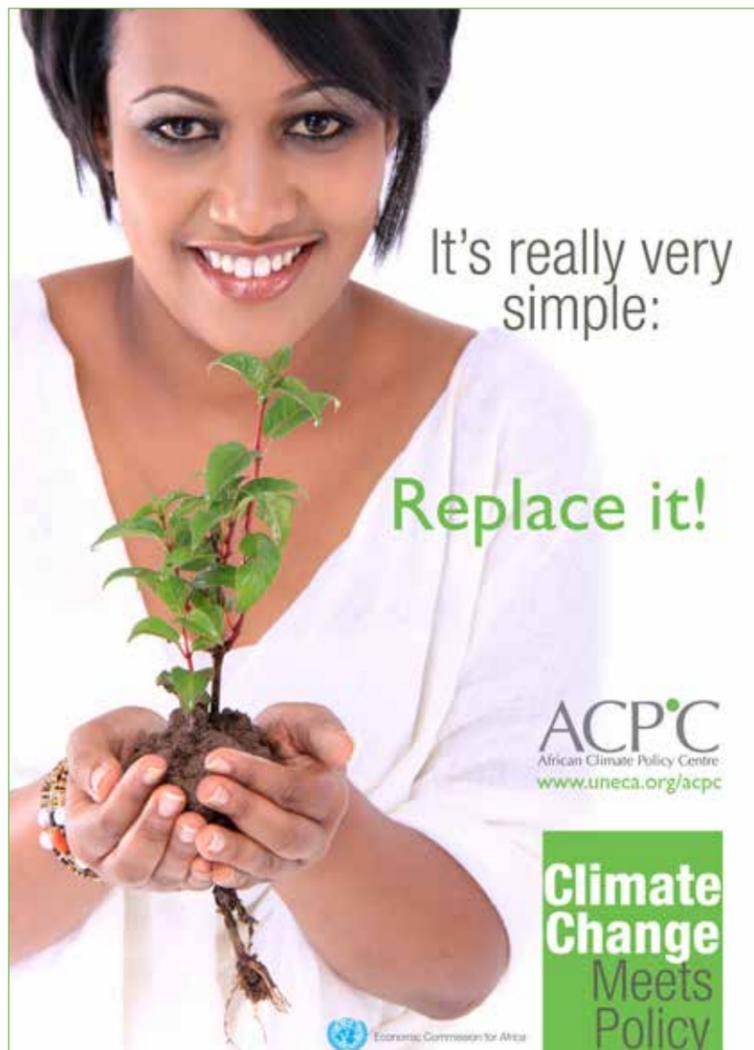
Au cours des travaux de cette conférence, qui se tient pour la première fois hors du siège de la

Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique à Addis-Abeba, l'accent sera mis sur les opportunités qu'offre le savoir climatique pour transformer les systèmes de production agricole, pour que l'Afrique assure son autosuffisance alimentaire de manière durable.

Le thème : "L'Afrique peut nourrir l'Afrique dès à présent: mettons nos connaissances sur le climat au service de l'action" est choisi en reconnaissance à l'année 2014 dédiée à l'agriculture.

La CCDA-III qui s'est tenue en octobre 2013 à Addis-Abeba, sous le thème "L'Afrique en croissance: les opportunités du changement climatique peuvent-elles conduire le continent vers un développement transformatif?" a mis en évidence l'urgence d'intégrer le changement climatique dans la planification, la programmation et la mise en oeuvre des politiques.

Poursuivant cette tendance, la Conférence CCDA4 mettra l'accent sur les impacts du changement climatique sur les groupes vulnérables et va intégrer également une participation forte des groupes de la société civile, en vue de percevoir les réalités, opportunités et défis à la base, sur lesquels les décideurs et chercheurs attendus à la conférence vont se baser pour élaborer les interventions pertinentes. Entre autres groupes vulnérables ciblés, il y a les paysans, les femmes et la jeunesse.



Suivez-nous sur CCDA en direct au www.climdev-africa.org/ccda4live et sur Twitter #CCDAIV



CCDA-Live
Africa can feed Africa now

